

Comment la gauche internationaliste doit répondre à l'alliance Syriza – ANEL (Grecs Indépendants) :
Kevin Ovenden

1) Ne pas pleurer, ne pas jouer les indignés, mais comprendre. L'avis de Spinoza est pertinent. Comprenons la logique (que je critique). Ce n'est pas le moment de se montrer absolutiste. Mais pas non plus de faire preuve de complaisance.

2) Il ne s'agit pas d'une surprise. La réunion entre Alexis Tsipras et Panos Kammenos (ANEL) a duré une heure. Il s'agissait de finaliser un accord. Des discussions avaient déjà eu lieu depuis quelque temps. Il ne s'agit pas d'une mesure dans la précipitation suite à l'obtention de moins des 151 sièges pour la majorité absolue. Et il ne s'agit certainement pas de le reprocher [aux partis] à la gauche [de Syriza], à l'intérieur ou à l'extérieur de Syriza.

3) Comme je l'ai déjà expliqué, la recherche d'un partenaire de coalition n'a jamais été une histoire d'arithmétique parlementaire. C'est une logique politique.

4) L'argument pour une coalition avec ANEL est le suivant : « nous faisons face à un désastre humanitaire national. La Grèce est confrontée à des ennemis internationaux. Exactement comme pendant l'invasion de Mussolini et l'occupation par le 3ème Reich. Nous ne pouvons y faire face avec 36% d'approbation. La gauche doit élargir sa base. L'élargissement à Potami (centre) et le Pasok (PS) affaiblirait la position anti-mémorandum. ANEL devra tenir une ligne anti-mémorandum. Avoir ANEL dans notre camp renforcera les anti-mémorandums dans le rapport de force face à la Troïka. En plus, cela mettra de la division à Droite. Pour les modérés au sein de Syriza, cela fait aussi un contrepoids à la gauche de Syriza. »

5) (je ne fais qu'exposer l'argument ci-dessus, je ne suis pas d'accord). Il ne s'agit pas uniquement de tactique. C'est le résultat d'une stratégie. La théorie sur comment gagner l'hégémonie en s'appuyant sur des blocs politiques (basés sur des blocs de classes). Cette stratégie trouve sa justification intellectuelle dans plusieurs traditions : communiste, eurocommuniste, maoïste, même certaines variantes du trotskysme. [...] C'est un problème de stratégie politique, les justifications idéologiques ne viennent que pour légitimer cette stratégie.

6) Comment un parti de la gauche radicale peut faire alliance avec cet équivalent grec d'UKIP [en France, Debout la République de Dupont-Aignan] ? Le mémorandum divise les politiques grecs transversalement à l'opposition gauche-droite. Vous pouvez être de droite sur toutes les questions sociales et être contre le mémorandum. ANEL peut en gros être comparé avec UKIP. Mais ANEL est issu d'une scission de Nouvelle Démocratie sur une base anti-mémorandum. En Angleterre, UKIP est nostalgique de Thatcher et a des difficultés à exprimer la colère contre l'austérité.

7) Qu'est-ce qu'ANEL ? C'est un parti nationaliste, xénophobe et antiallemand. Mais, contrairement à Aube Dorée, ANEL n'a pas construit son soutien sur la base du racisme populaire. Il tire sa légitimité de ne pas avoir fait partie des coalitions qui ont mis en place l'austérité. Ce qui fait une différence de taille. Mais ANEL reste un parti raciste. Kammonos a voté contre la loi proposée par le Pasok (à l'époque où il gouvernait seul) pour donner la citoyenneté grecque aux enfants d'immigrés. Syriza a soutenu cette loi et s'est opposée aux camps de détention pour les immigrés.

8) Comment tout cela va-t-il se dérouler ? Certains à la gauche de Syriza – la plupart – prédisent qu'avec 149 députés contre 13 pour ANEL, Syriza va « hégémoniser »

Kammenos. C'est ce que disent les amis de la tendance internationaliste de Syriza, qui représentent 70% de son congrès. Mais cette manœuvre les inquiète.

9) Quelle est la position de la Plateforme de Gauche ? La plupart de la Plateforme de Gauche, dirigée par Panayiotis Lafazanis, étaient en privé plus opposés à un accord avec To Potami (Centre) ou le Pasok qu'avec l'ANEL. Pourquoi ? Parce qu'ils partagent la stratégie de construire des « alliances populaires » larges déterminées par ce qu'ils caractérisent comme une « lutte nationale » contre la Troïka. Alexis Tsipras a beaucoup usé de ce langage dans son discours de victoire dimanche soir. Il a parlé de souveraineté et de dignité nationale. Il n'a pas décrit cette élection comme une victoire pour la gauche. Mais c'était bien une victoire de la gauche.

10) Les mobilisations antiracistes et les revendications pour une meilleure politique que celle du Pasok, sur l'immigration, les droits humains, contre les brutalités policières et pour la répression d'Aube Dorée [« jailing » = emprisonnement] vont devenir encore plus décisives pour faire contrepoids à la présence d'ANEL dans le gouvernement. Kammenos, qui est un des représentants des armateurs, veut le ministère de la Marine. Ce ministère a été entre les mains des armateurs depuis 40 ans. Le peuple a voté pour une rupture avec la corruption, pas pour la tolérer sous un gouvernement de gauche né de l'espoir [finalement, Kammenos est ministre de la Défense, le ministère de la Marine est supprimé].

11) Le KKE (Communistes orthodoxes) ? Son dirigeant n'a pas ajouté aux critiques contre l'ANEL dans son discours de dimanche soir (mais a justement attaqué Aube Dorée comme néo-nazis). Il fustigera le gouvernement [« bonnets blancs, blancs bonnets »].

12) La gauche anticapitaliste est dans une position claire pour faire une explication politique de ce qui ne va pas dans la formation de la coalition. La clarté et la force de cet argument est immédiatement liée avec les mouvements, particulièrement contre le racisme et pour les droits des migrants.

13) Existait-il une alternative ? Oui, Syriza aurait pu former un gouvernement minoritaire. Mais cela aurait signifié être très clairs sur le fait que la stratégie était d'utiliser toutes les positions de force de la gauche, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, pour mener la lutte contre la droite, les oligarques et la Troïka. Il est tout à fait possible constitutionnellement de former un gouvernement minoritaire. C'est aussi possible politiquement. Mettre au défi les partis minoritaires de voter contre le gouvernement les mettrait dans une position intenable. En fait, avec ANEL au gouvernement, le gouvernement devra de toute façon s'appuyer sur cette tactique. Par exemple, s'il veut proposer des mesures décentes sur les migrants, le racisme, le comportement de la police, l'égalité pour les LGBT, etc ... Il devra mettre au défi le Pasok et les progressistes de To Potami d'oser voter contre, tout en faisant face à l'opposition d'ANEL. Ou alors, malgré le rapport de force de la coalition (149 députés contre 13), ils seront menés à la baguette par leurs « alliés ».

14) Nous ne sommes qu'au début de ce processus. Des situations de ce genre vont se reproduire. Nous devons nous y préparer, comprendre et expliquer. « Tout comprendre c'est tout pardonner », dit le dicton. Nous ne devons pas pardonner. Il y a un débat. Certains pensent sincèrement qu'il s'agit de la politique juste. Je fais partie de ceux qui ne sont pas d'accord. Il n'y a aucun problème à exprimer nos désaccords en tant qu'amis de la gauche grecque.

15) Mais, nous ne devons pas démoraliser le peuple ? Non, nous ne devons pas démoraliser le peuple. La gauche dépend de l'espoir et nous devons répondre à ceci, comme à toutes les questions qui se poseront dans le futur, en partant de comment développer l'espoir. Cela

signifie s'appuyer sur l'impact de la victoire électorale en Grèce pour approfondir la brèche contre l'austérité, et, malgré les machinations politiques comme celle-ci, contre le racisme.

16) Nous devons commencer par :

Développer la résistance et les mouvements porteurs d'espoir là où nous sommes.

Prendre sérieusement en compte qu'il s'agit de questions stratégiques majeures. Cela signifie débattre de ces questions stratégiques, et pas de fermer le débat par une indignation outragée. Cela signifie aussi débattre avec ceux issus d'autres traditions idéologiques, qui ont d'autres points de vue, et pas uniquement se conforter avec ceux qui sont d'accord avec nous.

Privilégier les arguments politiques intelligents et fraternels. Le but est de convaincre, pas de dénoncer.

Prendre en compte les grandes lignes de division : avec la droite et les élites qui imposent l'austérité. L'argument contre l'alliance avec ANEL est que cela affaiblit cette ligne de combat. Nous devons en faire la démonstration.

Concrètement, une manifestation massive de l'opposition pour la journée internationale d'action du 21 mars, qui a été initiée en Grèce, contre le racisme, le fascisme, pour les droits des migrants et pour les droits des musulmans. Toute la gauche doit préparer cette date.